

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/CRI/2

G/SCM/Q1/CRI/2

19 janvier 1999

(99-0158)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses aux questions des ÉTATS-UNIS¹ concernant la notification du COSTA RICA²

La Mission permanente du Costa Rica a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 décembre 1998.

Question 1

Combien de rapports techniques le Bureau publie-t-il au cours d'une enquête, et à combien de reprises la Commission est-elle saisie pour formuler une recommandation ou rendre un avis?

Réponse

Le Bureau émet trois rapports techniques. Le premier a pour objet d'évaluer si les éléments de preuve sont suffisants pour décider l'ouverture d'une enquête. Le deuxième est destiné à estimer de façon préliminaire l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, tandis que le troisième a pour objet de déterminer le bien-fondé ou non de l'adoption d'une mesure définitive. La Commission est uniquement et exclusivement appelée à formuler une recommandation ou un avis sur le rapport final du Bureau, en ce qui concerne le bien-fondé ou non de l'adoption d'une mesure antidumping définitive.³

Question 2

Quelle est l'importance de la recommandation ou de l'avis de la Commission? Si la recommandation ou l'avis de la Commission ne va pas dans le sens de la décision indiquée dans le rapport du Bureau, le Ministre est-il tenu de suivre l'un ou l'autre?

¹ G/ADP/Q1/CRI/1-G/SCM/Q1/CRI/1.

² G/ADP/N/1/CRI/1/Suppl.1-G/SCM/N/1/CRI/1/Suppl.1.

³ Ces commissions mixtes ont été établies uniquement pour formuler des recommandations ou des avis dans ces enquêtes antidumping.

Réponse

La recommandation ou l'avis de la Commission ne revêt en aucun cas de caractère obligatoire pour le Ministre.

Si la recommandation ou l'avis de la Commission ne va pas dans le sens de la décision indiquée dans le rapport du Bureau, le Ministre n'est pas obligé d'accorder la priorité à la recommandation de la Commission aux dépens du rapport final du Bureau, ou vice versa. Le Ministre doit étudier le dossier, le rapport technique final du Bureau et les recommandations de la Commission afin d'adopter la décision adéquate.

La décision rendue par le Ministre doit être dûment motivée et satisfaire à chacune des prescriptions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994, du Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales et de la Loi générale sur l'Administration publique (Loi n° 6227 datée du 2 mai 1978).

La Loi générale sur l'Administration publique, qui régleme l'organisation et l'activité des organismes de l'Administration publique, indique qu'en aucun cas des décisions contraires aux règles univoques de la science ou de la technique, ou à des principes élémentaires de justice, de logique ou d'usages ne pourront être prises; que le pouvoir discrétionnaire sera subordonné aux limites imposées expressément ou implicitement par les réglementations, afin que son exercice soit efficace et raisonnable; que la décision devra être prise par le fonctionnaire compétent, après qu'il aura été satisfait à toutes les prescriptions de fonds prévues à cet effet et qu'une décision administrative sera considérée comme manifestation illégale notamment dès lors que les pouvoirs publics n'auront pas tenu compte d'avis ou d'opinions consultatifs mettant l'illégalité en évidence.

Il est important de signaler qu'étant donné que le rapport final du Bureau doit se conformer à chacune des prescriptions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, en pratique, le Ministre a toujours suivi le rapport technique final du Bureau au moment de prendre la décision finale.

Question 3

Quelle forme ces recommandations et avis doivent-ils prendre, et quelles questions doivent-ils couvrir? Existe-t-il des lois, des règlements ou d'autres textes qui modifient la forme ou la teneur des recommandations ou avis de la Commission mixte?

Réponse

Conformément à la Loi générale sur l'Administration publique, ces recommandations et avis constituent une décision administrative et, de ce fait, pour être valides, doivent être dûment motivés et remplir les conditions essentielles auxquelles doit répondre toute décision administrative en application de la Loi générale sur l'Administration publique. Ces conditions sont les suivantes: a) que les recommandations et avis soient formulés par l'organe ou le fonctionnaire compétent; b) qu'ils respectent les objectifs de la décision conformément à la loi; c) que le contenu de la décision soit licite, réalisable, clair et précis; d) que le motif de la décision soit légitime; et e) que la décision soit motivée.

Bien que l'article 8 du décret prévoit que la Commission reçoit le rapport technique du Bureau afin de recommander la procédure à suivre, en fait les recommandations et avis de la Commission portent exclusivement sur le bien-fondé ou non de l'adoption d'une mesure définitive.

Question 4

Le rapport technique du Bureau transmis à la Commission mixte peut-il contenir des renseignements de nature confidentielle présentés par les parties à l'enquête? Dans l'affirmative, en quoi la communication de telles données à des particuliers membres de la Commission mixte pourrait-elle être compatible avec les dispositions de l'article 6.5 de l'Accord antidumping et de l'article 12.4 de l'Accord SMC, lesquelles proscrivent la divulgation de renseignements confidentiels sauf dans des circonstances spécifiques?

Réponse

Le Bureau ne transmet à la Commission que la version publique du rapport technique final. Par conséquent, celui-ci ne contient aucun renseignement de nature confidentielle.⁴

Question 5

Ces recommandations ou avis, ou une version publique desdits documents, peuvent-ils être consultés par des parties habilitées à prendre part à l'enquête, comme il est prévu à l'article 12 de l'Accord antidumping et à l'article 22 de l'Accord SMC?

Réponse

Oui, s'ils sont disponibles dans le dossier relatif à l'enquête.

Question 6

L'article 3 e) du décret indique que le Bureau doit "effectuer les études nécessaires pour établir l'authenticité des plaintes relatives à des pratiques commerciales déloyales".

Ces études visent-elles à intégrer les dispositions de l'article 5.3 de l'Accord antidumping et de l'article 11.3 de l'Accord SMC, qui prévoient que les autorités compétentes doivent examiner l'exactitude et l'adéquation de la demande de mesures correctives?

Réponse

Oui. Comme l'indique la réponse à la question 3, au Costa Rica, toute décision émanant de l'Administration publique doit être dûment motivée.

Question 7

Dans quelles circonstances est-il prévu que les procédures en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs sont du ressort d'un service autre que le Bureau des pratiques commerciales déloyales et des mesures de sauvegarde, ainsi qu'il est envisagé à l'article 5 du décret?

⁴ En outre, comme il a été indiqué précédemment, le Bureau ne remet ce rapport qu'à la Commission chargée des enquêtes antidumping puisque ce n'est qu'en matière d'enquêtes antidumping que la Commission a compétence pour formuler ses recommandations et avis.

Réponse

L'article 5 du décret prévoit que les pratiques commerciales déloyales sont du ressort exclusif du Bureau des pratiques commerciales déloyales et des mesures de sauvegarde, à moins qu'il ne soit expressément fait mention, dans les instruments internationaux, d'autres services rattachés au Ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce. Jusqu'à ce jour, aucun traité n'a mentionné aucun autre service que le Bureau des pratiques commerciales déloyales et des mesures de sauvegarde pour appliquer les procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs.

Question 8

L'article 7 du décret dispose que la Commission mixte est composée de sept membres, parmi lesquels trois particuliers nommés par l'Union des Chambres et associations d'entreprises privées du Costa Rica.

En quoi cette disposition est-elle compatible avec l'article 3 et la note de bas de page n° 3 de l'Accord antidumping, qui prévoit que les constatations concernant l'existence d'un dommage incombent aux "autorités", c'est-à-dire des "autorités d'un niveau supérieur approprié"? De même, en quoi cette disposition est-elle compatible avec l'article 15 de l'Accord SMC qui prévoit également que les constatations concernant l'existence d'un dommage incombent aux "autorités"?

Réponse

Déterminer l'existence d'un dommage n'incombe pas à la Commission mixte, mais au Bureau des pratiques commerciales déloyales et des mesures de sauvegarde. La Commission mixte ne fait que formuler des recommandations sur la procédure à suivre en fonction de la teneur du rapport remis par le Bureau des pratiques commerciales déloyales et des mesures de sauvegarde.

Question 9

L'article 7 du Décret dispose que les membres de la Commission mixte sont tenus de se conformer "strictement aux règles d'éthique et de discrétion".

Quelles sont ces règles et quelles sont les sanctions applicables en cas de comportement répréhensible? Ces règles interdisent-elles aux particuliers membres de la Commission mixte de contribuer à formuler des recommandations ou des avis concernant les enquêtes dans lesquelles ils ont des intérêts personnels ou financiers?

Réponse

Une fois que le Ministre les a désignés pour siéger à la Commission, les représentants du secteur privé acquièrent la qualité de fonctionnaires publics en ce qui concerne l'activité qu'ils exercent dans le cadre de la Commission, et, en tant que tels, ils sont tenus de se conformer aux règles d'éthique et de discrétion énoncées dans la Loi générale de l'Administration publique. Ladite loi prévoit une série d'obligations auxquelles doivent se conformer les fonctionnaires publics ainsi que la responsabilité qu'ils prennent s'ils dérogent à ces obligations. La loi précédemment citée prévoit un régime d'abstentions et de récusations et mentionne la responsabilité du fonctionnaire s'il déroge à de telles règles.

Ainsi, la Loi générale sur l'Administration publique prévoit que le fonctionnaire public devra répondre personnellement devant un tiers s'il est reconnu coupable de dol ou de faute grave dans

l'exercice de ses fonctions, même s'il s'en est tenu à utiliser les moyens et à saisir les opportunités inhérentes à sa charge. Il en ira de même pour le fonctionnaire qui rend des décisions manifestement illégales, ainsi que pour les personnes qui obéissent à ces décisions en application de cette loi.⁵

En matière de responsabilité disciplinaire, la loi citée prévoit ce qui suit: "le fonctionnaire public fait l'objet d'une responsabilité disciplinaire pour des actions, des actes ou des contrats contraires à l'ordre juridique s'il est coupable de dol ou de faute grave, sans préjudice du régime disciplinaire plus sévère qui s'applique dans le cadre d'autres lois. Son supérieur répondra également des actes commis par les personnes qui sont directement sous ses ordres, lorsque lui ou ces derniers auront été reconnus coupables de dol ou de faute grave".⁶

La loi citée renvoie également au régime d'abstentions et de récusations au sein des organes collégiaux ainsi qu'à la responsabilité des fonctionnaires publics qui dérogent auxdites règles.

Ladite loi prévoit expressément qu'en ce qui concerne un organe collégial, le membre qui souhaite s'abstenir de connaître de l'affaire le fera savoir à l'organe auquel il appartient; dans ce cas, s'ils sont en nombre suffisant pour atteindre le quorum, ce sont les membres qui demeurent au sein de l'organe collégial qui décideront d'accorder l'abstention; sinon, c'est l'organe supérieur qui tranchera. La loi précise que si l'abstention est retenue, le même organe collégial connaîtra de l'affaire en faisant appel à des suppléants s'il en dispose ou à des suppléants spécialement désignés par l'organe compétent.

Il faut ajouter que lorsqu'il existe un motif d'abstention, la partie lésée pourra également récuser le fonctionnaire public par voie d'une demande incidente.

Enfin, la loi prévoit que le maintien d'un fonctionnaire public ayant des motifs de s'abstenir entraînera la nullité des décisions pour lesquelles il est intervenu; il devra en outre en répondre devant la justice.⁷

Question 10

L'article 12 porte sur l'ouverture d'une "enquête d'office dans des cas très précis de pratiques commerciales déloyales en vertu d'une décision dûment motivée".

Cet article renvoie-t-il à la décision de l'autorité compétente d'ouvrir une enquête sans être saisie d'une demande, conformément à l'article 5.6 de l'Accord antidumping et à l'article 11.6 de l'Accord SMC?

Réponse

Oui.

⁵ Article 199 de la Loi générale sur l'Administration publique.

⁶ Article 211 de la Loi générale sur l'Administration publique.

⁷ Articles 234 et suivants de la Loi générale sur l'Administration publique.

Question 11

Les enquêtes concernant une demande d'imposition de mesures de sauvegarde sont-elles menées par les mêmes personnes que celles qui sont chargées des procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs?

Réponse

Les enquêtes sont menées par un seul Bureau, mais le même personnel ne participe pas nécessairement à toutes les enquêtes. L'article 5 du décret notifié prévoit que les pratiques commerciales déloyales et les mesures de sauvegarde sont du ressort exclusif du Bureau des pratiques commerciales déloyales et des mesures de sauvegarde. Cela dit, en ce qui concerne le personnel de ce bureau, il convient d'indiquer qu'il est compétent à la fois en matière de sauvegardes et en matière de pratiques commerciales déloyales, et que, par conséquent, les procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs ne seront pas toujours menées par la même équipe de professionnels.

Question 12

La nature de la recommandation escomptée de la Commission mixte est-elle différente selon que cette dernière examine une mesure de sauvegarde proposée ou une mesure antidumping ou compensatoire proposée à titre de mesure corrective?

Réponse

Les commissions mixtes ont pour seule compétence de formuler des avis et des recommandations relatifs aux enquêtes antidumping.

Question 13

Le Bureau des pratiques commerciales déloyales et des mesures de sauvegarde a-t-il publié un manuel de procédure à usage interne dans les trois mois qui ont suivi la publication du décret, comme le prévoit l'article 12 dudit décret?

Réponse

Oui, nous en avons déjà donné communication.
